



Rapport sur les Orientations Budgétaires 2026

Conseil Municipal du 3 Février 2026

Contenu du Rapport sur les Orientations Budgétaires 2026

Obligatoire pour les communes de plus de 3500 habitants.

Dix semaines maximum avant le vote du budget, les collectivités territoriales doivent tenir un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), sans caractère décisionnel.

Ce débat s'appuie sur un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB – article L2312-1, D2312-3 du CGCT). Sont décrits :

- Les orientations budgétaires 2026
- Les engagements pluriannuels
- La gestion de la dette

Sommaire

LE CONTEXTE FINANCIER

1. Le contexte économique
2. Projet Loi Finances 2026
3. Le contexte de Le Landreau

BUDGET 2026 – LES ORIENTATIONS

1. Vue synthétique du budget depuis 2014
2. La section de fonctionnement
3. La section d'investissement

LE CONTEXTE FINANCIER

1. Le contexte économique

Inflation : la dynamique d'inflation a fortement ralenti depuis 2022. L'INSEE indiquait une inflation annuelle de l'ordre de +2,0 % en 2024, avec des chiffres plus récents montrant des variations modérées en 2025.

Croissance : les prévisions récentes tablent sur une croissance modérée et une pression à la dépense publique qui nécessite un effort de redressement.

Dette publique : la dette publique reste à un niveau élevé. Les comptes publics faisaient état fin 2024 d'un encours autour de 3335 Md€ (\approx 114 % du PIB) et des tensions persistantes en 2025 sur l'évolution de l'endettement public.

Le Projet Loi de Finances 2026 affiche l'ambition d'améliorer progressivement le solde public.

Hypothèse de croissance 2026 : +0,9 % *

Hypothèse d'Inflation 2026 : +1,3 % *

Hypothèse de déficit public 2026 : -4,7 % du PIB **

* source Banque de France / ** source Gouvernement

2 - Projet Loi de Finances

Le Projet de loi de finances pour 2026 (PLF 2026), présenté le 14 octobre 2025 en Conseil des ministres, s'inscrit dans un contexte institutionnel incertain et dans un cadre financier contraint par une exigence de réduction du déficit public.

Parmi les mesures clés prévues dans le PLF initial, nous pouvons citer :

- La suppression de 23 niches fiscales ;
- La prolongation de la contribution différentielle sur les plus hauts revenus et de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires ;
- La création d'une nouvelle taxe sur les holdings patrimoniales ;
- La création d'une taxe sur les petits colis ;
- Accélération de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour 2028 ;
- Absence de revalorisation du point d'indice et la suppression de postes de fonctionnaires ;

La partie "recettes" du PLF pour 2026 est actuellement en discussion en séance publique à l'Assemblée nationale et de nombreux articles font l'objet d'amendements. Le texte final est à ce jour incertain.

FCTVA (Fond de Compensation pour la TVA)

Le taux, actuellement, fixé à 16,404%. Le projet limite l'éligibilité du FCTVA aux seules dépenses d'investissement, Certaines dépenses de fonctionnement, comme l'entretien des bâtiments publics, seraient exclues de l'assiette du FCTVA.

DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) et dotations d'investissement (DETR - Dotation d'équipement des territoires ruraux, DSIL - Dotation de soutien à l'investissement local)

Ces dotations sont toujours en cours de discussions.

Dotations de Péréquation (DSU - Dotation de Solidarité Urbaine, DSR - Dotation de Solidarité Rurale)

L'augmentation serait poursuivie. Il serait ainsi prévu de majorer de 290 millions d'euros les dotations de péréquation des Communes : 140 millions d'euros pour la DSU, 150 millions d'euros pour la DSR.

Fonds Vert

Le budget alloué à cette enveloppe serait abaissé à 550 millions d'euros, passant ainsi de 1 milliard à 650 millions ; pour rappel, il était de 2,5 milliards en 2024. Ce qui pourrait impacter de nombreux projets locaux, notamment ceux liés à la rénovation énergétique des bâtiments et amélioration de l'isolation.

Revalorisation des bases fiscales

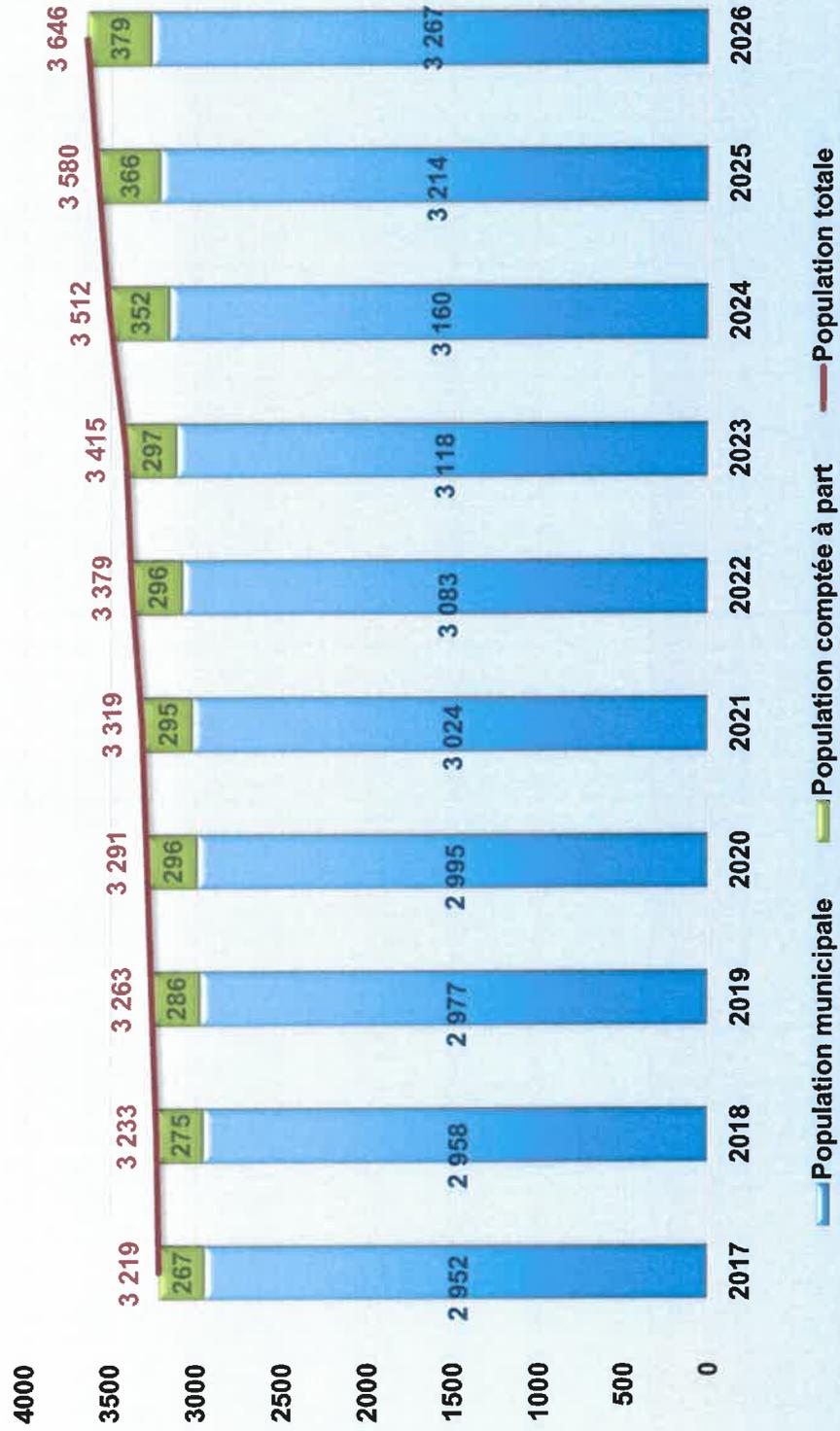
L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) sert de référence depuis 2018. La revalorisation des bases pour 2026 est actuellement estimée aux alentours des +0,8 %, (+ 1,7 % en 2025 et + 3,90 % en 2024), en raison de la faible inflation attendue (attente de la donnée INSEE).

Dispositions hors Loi de finances : Hausse des cotisations retraites (CNRACL).

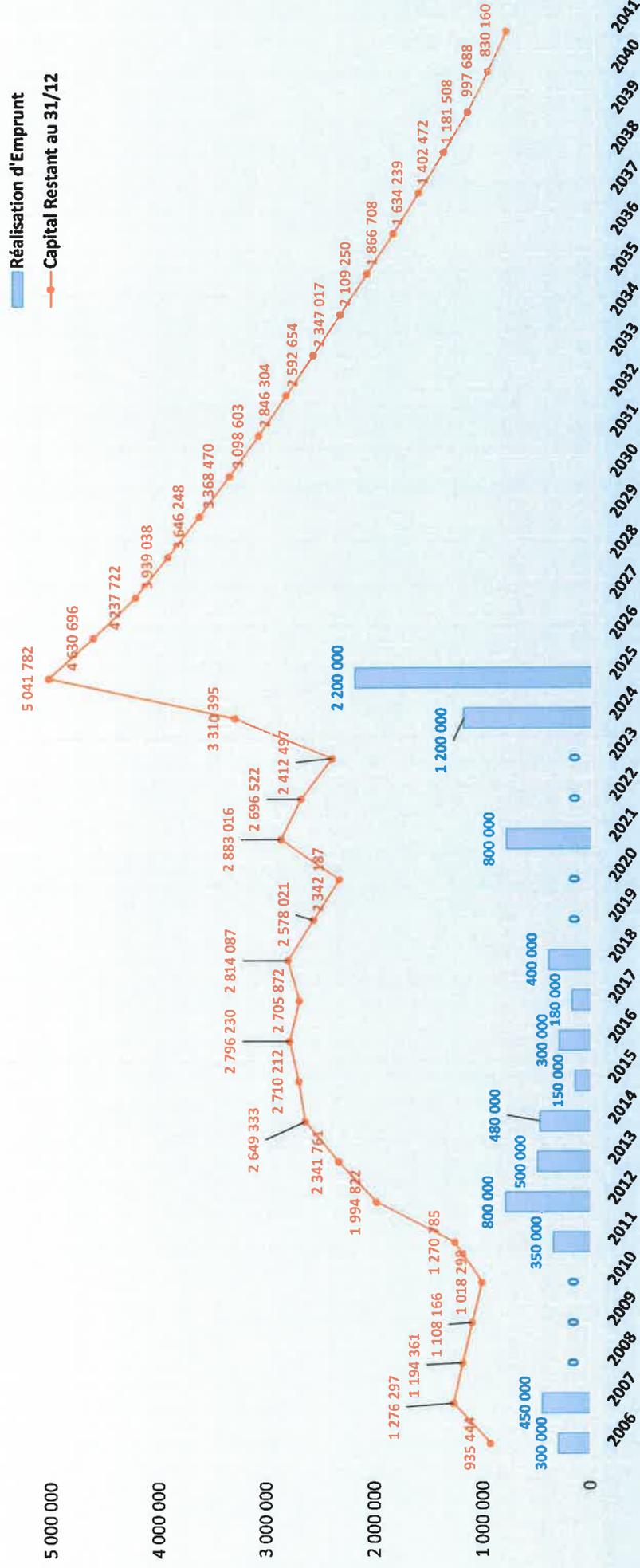
Le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 prévoit l'augmentation progressive du taux de cotisation « vieillesse » employeur pour les agents affiliés à la CNRACL : 31,65 % en 2024 (base), 34,65 % en 2025, 37,65 % en 2026, 40,65 % en 2027, 43,65 % en 2028.

LE CONTEXTE FINANCIER DE LE LANDREAU

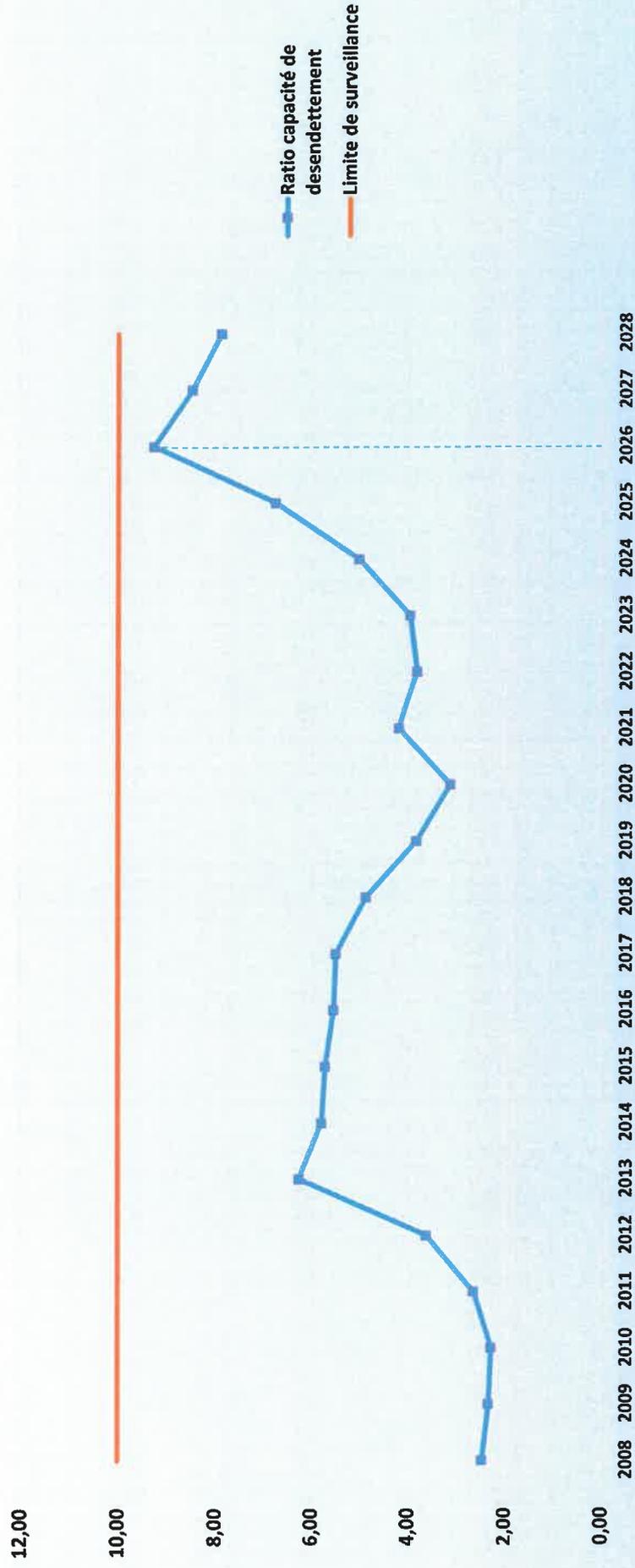
EVOLUTION DE LA POPULATION



EVOLUTION DE LA DETTE



RATIO DE CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT



RATIOS DE LA COMMUNE

En euros

Comparés avec les ratios des Communes nationales de même strate (moyenne)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Recettes réelles de fonctionnement / population	764	719	761	744	757	757	780	856	889	928	↘
Moyenne strate nationale	899	891	909	913	927	912	941	1001	1052	1195	↗
Produits des impôts direct / population	298	299	299	305	316	324	341	356	386	413	↘
Moyenne strate nationale	369	371	375	385	395	403	398	416	450	552	↗
Dotation globale de fonctionnement / population	229	219	220	224	225	229	231	234	236	243	↗
Moyenne strate nationale	162	148	144	145	146	148	148	149	155	160	↘
Dépenses réelles de fonctionnement / population	654	590	631	577	563	544	597	665	741	735	↘
Moyenne strate nationale	743	738	756	756	760	738	770	828	871	979	↗
Dépenses de personnel / dépenses de fonctionnement	44,16%	46,56%	44,36%	49,50%	49,33%	53,25%*	54,29%	53,64%	52,55%	55,07%	↗
Moyenne strate nationale	47,44%	47,69%	47,72%	50,51%	50,73%	52,09%	51,98%	51,43%	50,84%	54,14%	↘
Dépenses d'investissement / population	183	434	324	388	167	484	294	222	370	469	↗
Moyenne strate nationale	263	273	299	323	368	293	316	444	376	433	↘
En cours de la dette / population	861	875	841	872	791	713	870	771	679	745	↗
Moyenne strate nationale	697	685	702	701	703	684	663	669	648	703	↘

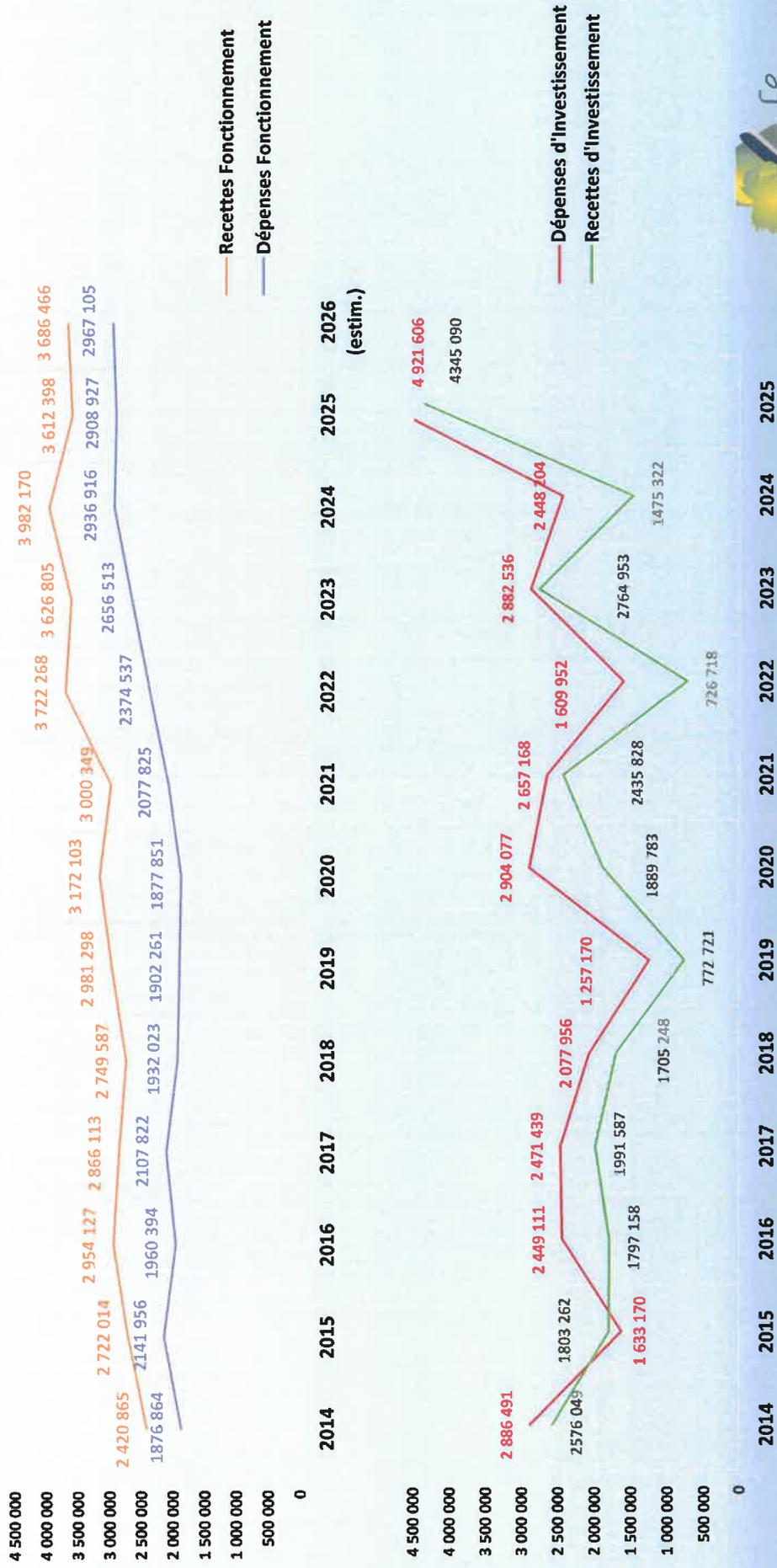
*Incorporation du Centre de Loisirs à compter du 1/03/2020

BUDGET 2026 - LES ORIENTATIONS

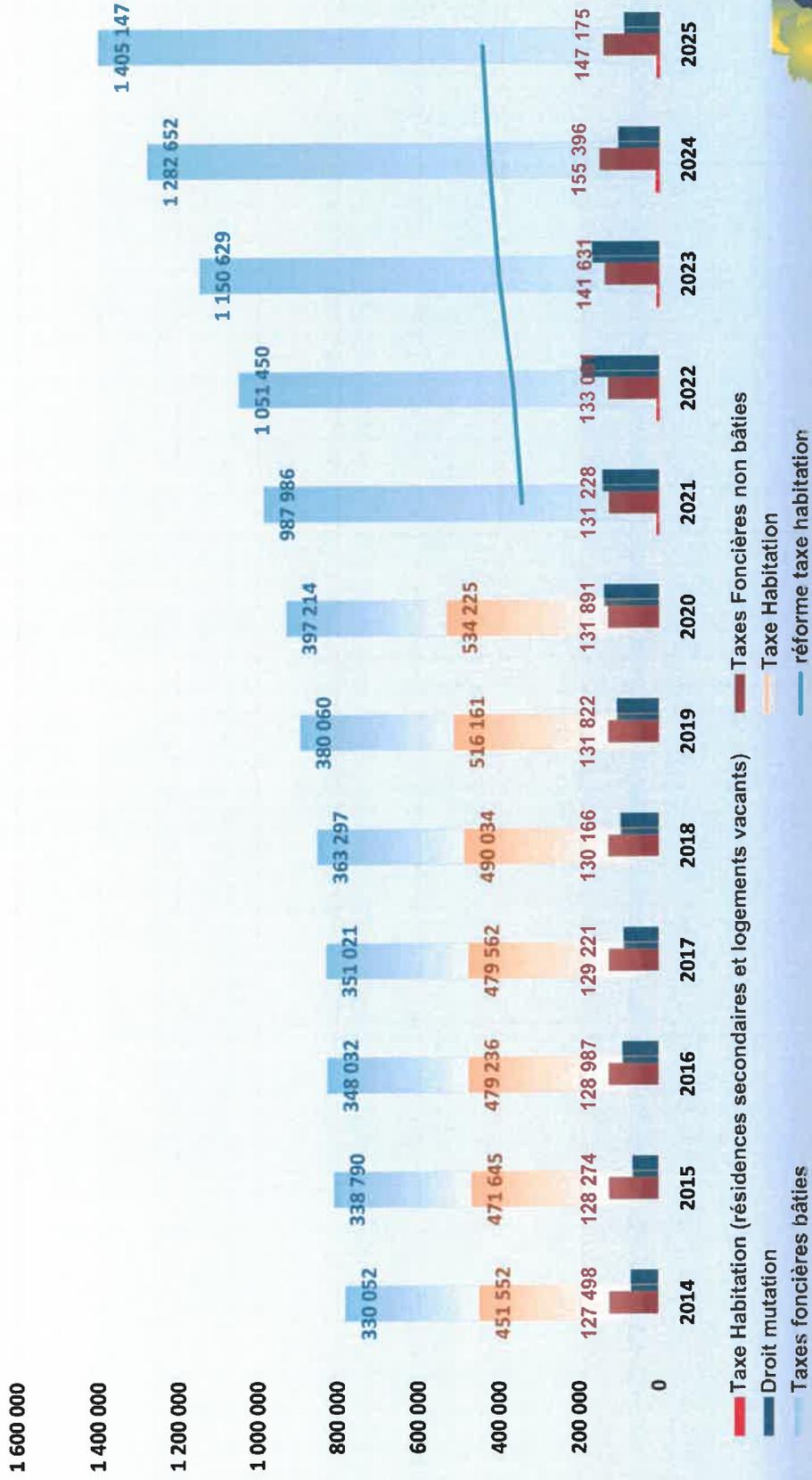
A la date du Débat d'Orientations Budgétaires, de nombreuses informations ne sont pas encore connues, notamment les résultats de 2025 et les dispositions définitives de la Loi de Finances.

Des modifications de prévisions données dans ce document pourront donc intervenir avant le vote du budget primitif pour 2026.

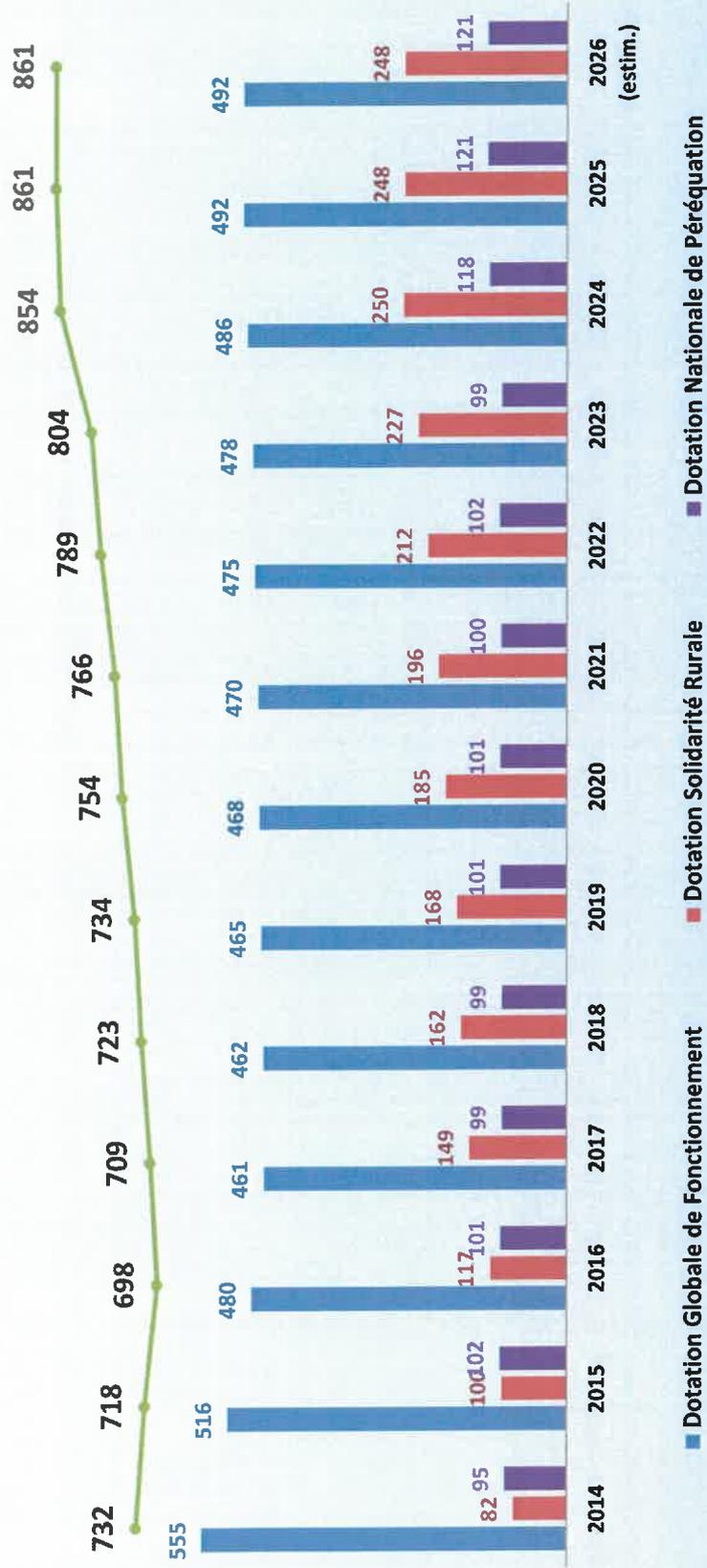
DÉPENSES ET RECETTES (source CA)



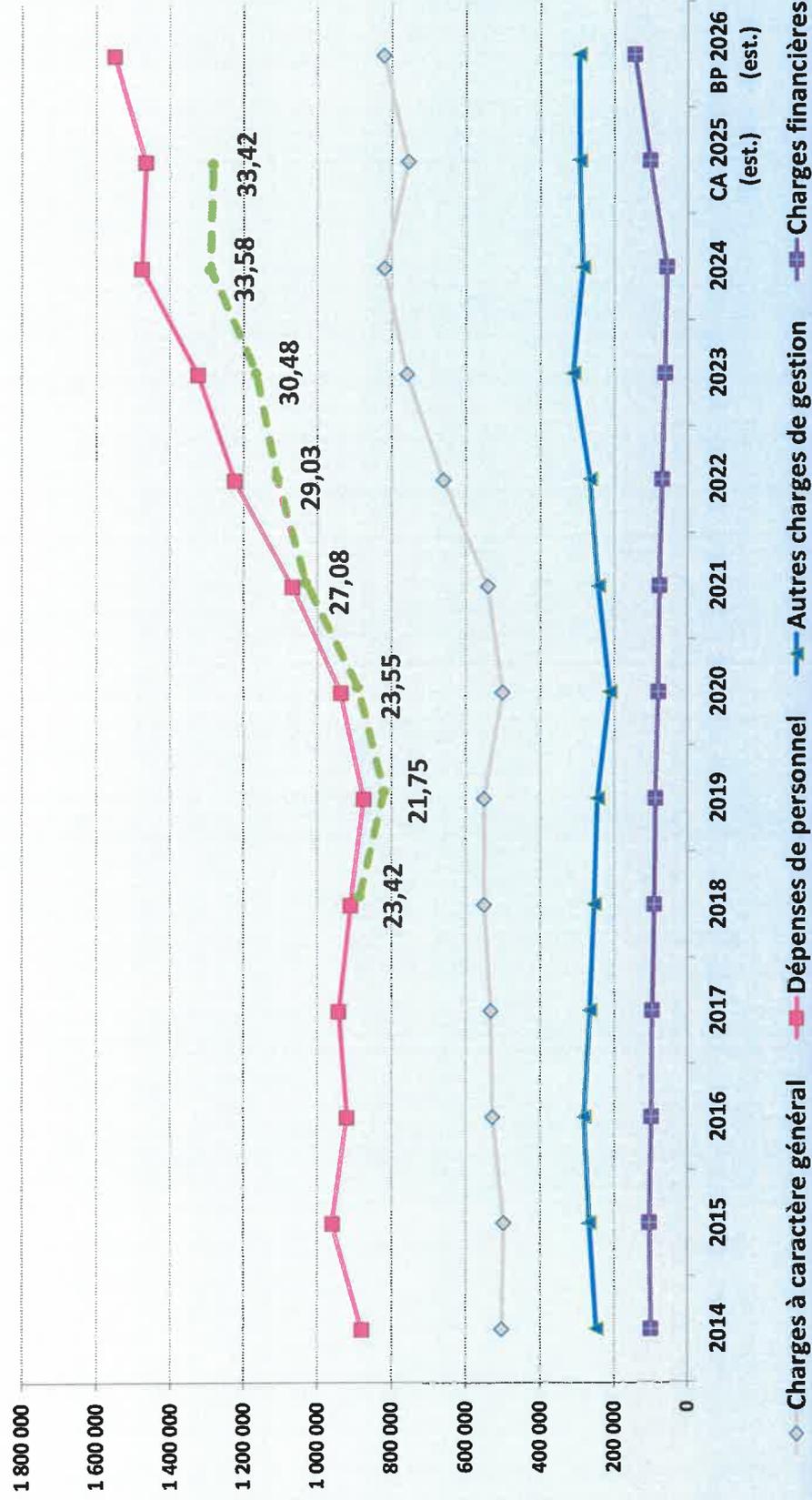
RECETTES FISCALES



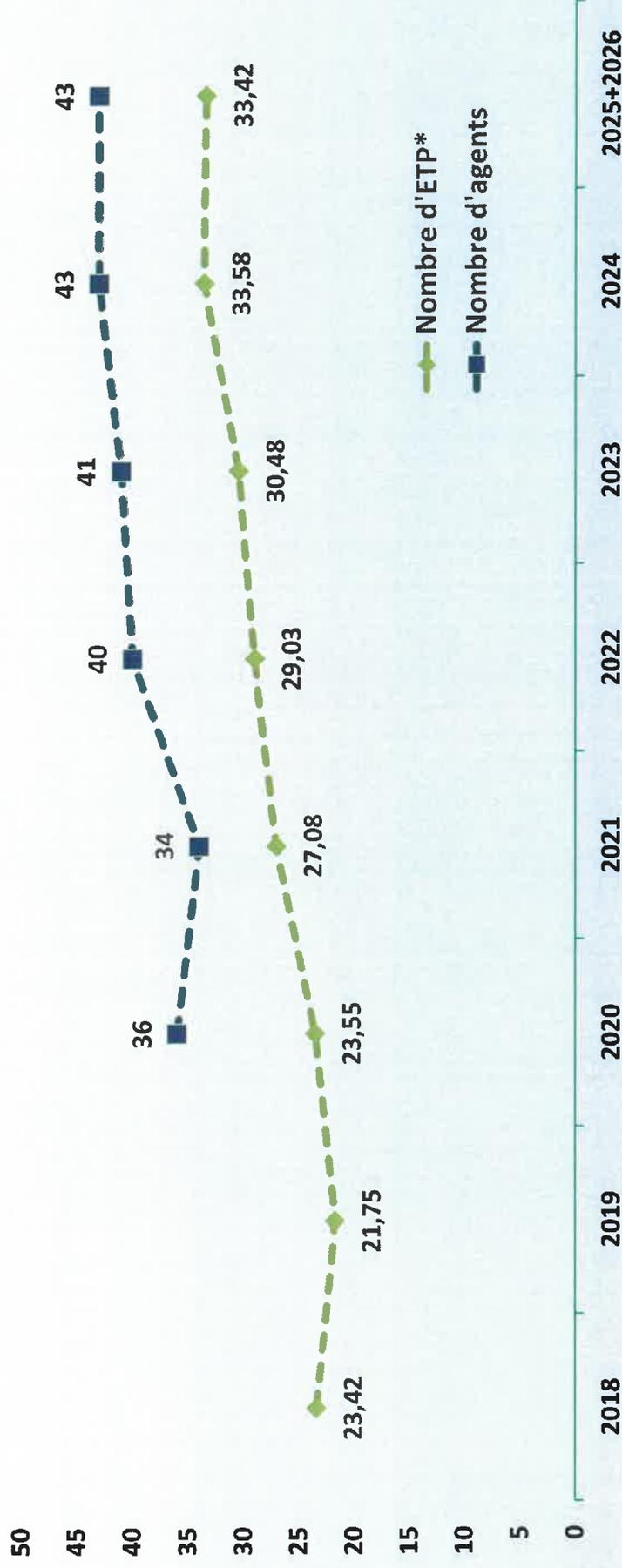
DOTATIONS



DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (source CA)



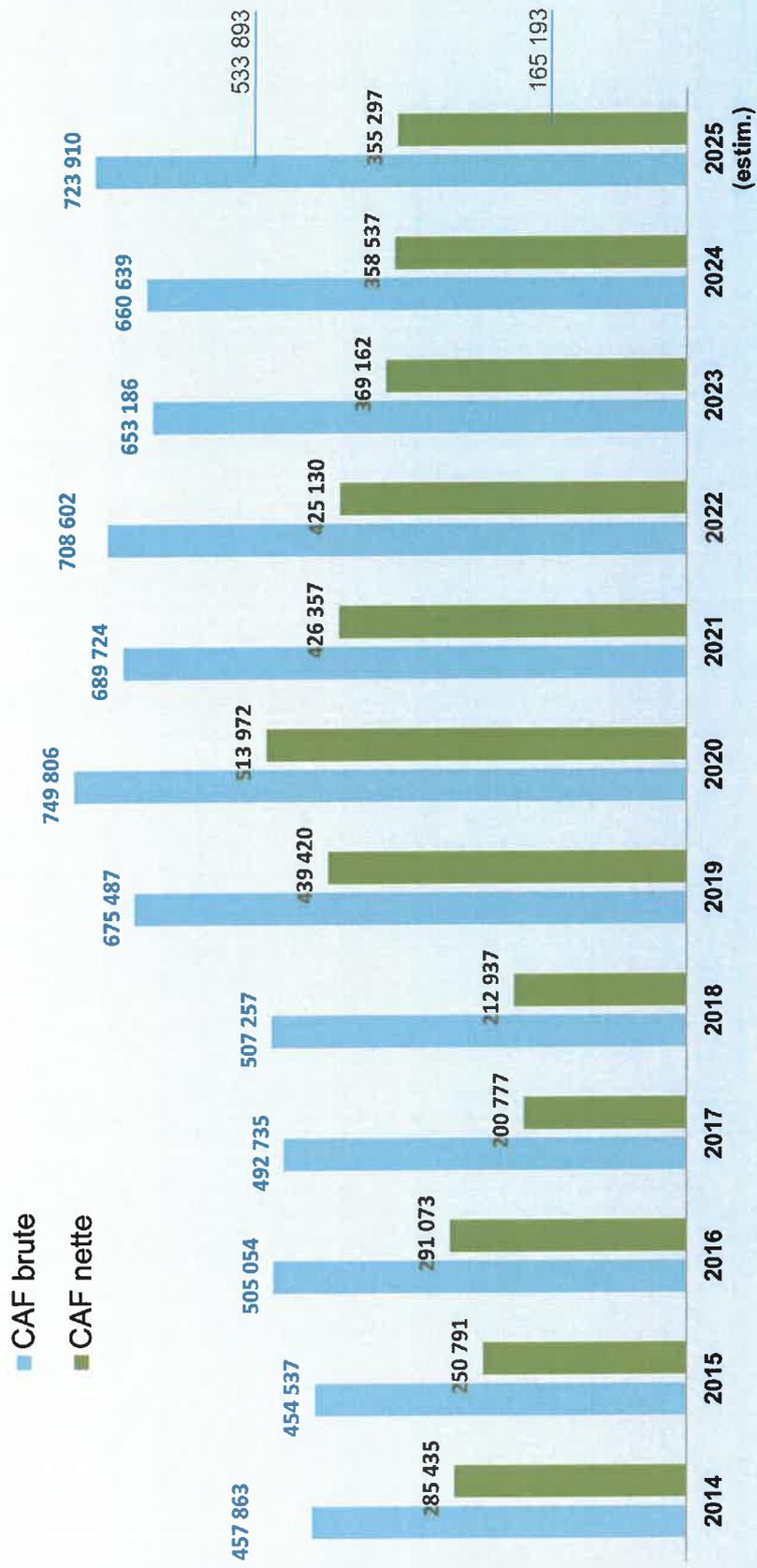
NOMBRE D'AGENTS



ETP : Equivalent Temps Plein

Il s'agit des temps payés : somme des agents présents et en arrêt, et leur remplacement

CAF BRUTE ET CAF NETTE



PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

Projets d'investissements	Opération TTC	2020 + 2021	2022	2023	2024	2025	2026	Années suivantes indéterminées	Part d'investissement	Rap
Rénovation énergétique Complexe Nouvelles										
Dépenses éligibles FCTVA	2 957 467			44 918	621 834	2 226 411	64 304		2 980 509	32% 1
Dépenses non éligibles FCTVA	23 042				23 042					
Ressource / Subvention	-736 524				-96 816	-639 708				
Ressource / FCTVA (N+2)	-485143					-7 368	-102 006	-375 769		
Besoin de financement	1 758 842			44 918	548 060	1 579 335	37 702			
Extension de la Bibliothèque										
Dépenses éligibles FCTVA	2 036 338			18 886	351 427	669 589	996 436		2 058 149	22% 2
Dépense non éligibles FCTVA	21 811				8 545	13 266				
Ressource / Subvention	-788 156			-533 537		-146 691	-107 928			
Ressource / FCTVA (N+2)	-334 041					-3 098	-57 648	-273 295		
Besoin de financement	935 952			514 651	359 972	533 066	830 860			
Réfection Pôle Santé suite sinistre										
Dépense éligible FCTVA	240 000						240 000		240 000	3%
Dépense non éligibles FCTVA										
Ressource / Subvention	-240 000							-240 000		
Ressource / Fctva (N+2)	-39 370							-39 370		
Besoin de financement	39 370						240 000			
Travaux Hydrauliques Zone Garinneau										
Dépense éligible FCTVA	302 380					58 680	243 700		302 380	3%
Dépense non éligibles FCTVA										
Ressource / Subvention	-140 000						-140 000			
Ressource / Fctva (N+2)	-49 602							-49 602		
Besoin de financement	112 778					58 680	103 700			
Maison des Sports et Loisirs										
Dépense éligible FCTVA	1 202 818		72	20 126	24 296			50 000	44 494	0%
Dépense non éligibles FCTVA										
Ressource / Subvention										
Ressource / Fctva (N+2)	-197 310				-12	-3 301	-3 986	-190 011		
Besoin de financement	1 005 508		72	20 126	24 284	3 301	3 986			
Rénovation énergétique Ecole										
Dépenses éligibles FCTVA	2 830 241			17 410	7 188			40 000	24 598	0%
Dépense non éligibles FCTVA										
Ressource / Subvention	-24 695									
Ressource / FCTVA (N+2)	-464 272					-2 856	-1 179	-460 237		
Besoin de financement	2 341 274			17 410	7 188	2 856	1 179			
Rénovation et mise en conformité vestiaires Stade Charpentier										
Dépense éligible FCTVA	72 000						72 000		72 000	1%
Dépense non éligibles FCTVA										
Ressource / Subvention	-29 000						-29 000			
Ressource / Fctva (N+2)	-11 811							-11 811		
Besoin de financement	31 189						43 000			

Projets d'investissements	Opération TTC	2020 + 2021	2022	2023	2024	2025	2026	Années suivantes indéterminées	Part d'investissement
08 - Rue des Sports : terrains de boules et aires de	344 160							344 160	
09 - Rue des Sports/ rue du Cimetière : logements	434 880							434 880	
Total de l'opération	4 288 887		909	11 676	45 870	4 032	10 000	4 216 400	
Dépense non éligibles FCTVA	-1 002 098			-7193	-16 785			-978 120	
Ressource / Subvention	-710 320				-149	-1 915	-7 525	-700 731	
Besoin de financement	6 865 356		1 818	16 159	74 806	6 149	12 475		

Total opérations	21 798 241	753 125	536 903	823 835	1 502 988	3 661 483	1 974 440	13 298 592	9 202 774
Ressource / Subvention	-	-	19 375	563 230	126 130	806 229	286 928	1 317 815	
Ressource / Fctva (N+2)	-	-	-	-	83 689	110 816	227 254	2 715 772	
Besoin de financement	15 541 003		517 528	260 605	1 293 169	2 744 438	1 460 258	9 265 005	

Besoin de financement	1 460 258
Reste à réaliser en emprunt	- 500 000
CAF nette 2025 (excédent de fonctionnement net)	- 356 000
Equilibre par emprunt (dont 240 000 € d'avance du reversement des indemnités liées au référé)	604 258

